ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture, le 19 mai 1964, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant, notamment en ce qui concerne les fonctions, les traitements, les indemnités et allocations du personnel enseignant, la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat", a donné le 22 mai 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e mei 1964 door de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 28 april 1953 op de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten, inzonderheid wat betreft de ambten, de wedden, de vergoedingen en de toelagen van het onderwijzend personeel", heeft de 22e mei 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet devrait être divisé en trois chapitres:

Chapitre Premier. - Modifications à la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat (articles 1er à 29 du texte du Gouvernement).

Chapitre II. - Dispositions transitoires (articles 30 à 35 du texte du Gouvernement).

Chapitre III. - Dispositions finales (articles 36 à 38 du texte du Gouvernement).

\+

\+ +

Article 5.

Ni dans la loi du 28 avril 1953 ni dans le présent projet, il n'est précisé ce qu'il faut entendre par "exercer une autre activité absorbant une grande partie de son temps". Cette notion est vague et pourrait créer des difficultés.

Dans la mesure du possible il serait souhaitable qu'elle soit remplacée par une notion objective. De toute façon une discordance existe entre les alinéas 2 et 3, l'un parlant d'une "activité absorbant une grande partie de son temps" et l'autre d'une "activité rétribuée absorbant une grande partie de son temps".

.../...

Dans son alinéa 4, le projet ne précise pas par qui la durée des cours, travaux et exercices pratiques est fixée. Il s'agit en l'occurrence de l'enseignement prévu au programme qui est arrêté par le conseil d'administration en application de l'article 18, 7°, de la loi, modifié par la loi du 21 mars 1964.

L'alinéa 5 de la version française précise que "les titulaires ... doivent assurer le développement de la recherche ... " alors que la version néerlandaise prévoit que "les titulaires ... sont responsables du développement de la recherche ... ".

Article 7.

A se référer à l'alinéa 2 de l'article 22 nouveau, l'agrégé de l'enseignement supérieur qui ne serait ni docteur, ni pharmacien, ni ingénieur, ne pourrait plus être nommé membre du personnel enseignant. Il en serait ainsi pour les licenciés en notariat et en science dentaire (cfr. l'article 3 des lois coordonnées du 31 décembre 1949 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires).

Or, telle n'est pas l'intention du Gouvernement.

L'article 7 devrait, dès lors, être rédigé comme il sera proposé ci-après.

.../...

Article 13.

Les "cinq heures par semaine", dont il est question à l'alinéa 1er, doivent figurer au programme arrêté par le conseil d'administration. Il conviendrait de compléter le texte par les mots "conformément au programme arrêté par le conseil d'administration".

Cette remarque vaut également pour les autres articles du projet où figure la même expression.

Article 19.

L'article 32 de la loi prescrit que tout changement dans les attributions d'un chargé de cours, d'un professeur extraordinaire, d'un professeur ou d'un professeur ordinaire fera l'objet d'un arrêté royal pris conformément aux articles 23, 24 et 25 ou à l'article 28.

Les articles auxquels l'article 32 se réfère ne s'appliqueront pas aux professeurs. En effet, la nomination d'un professeur ne requiert plus l'avis de la faculté.

D'après les explications du délégué du Gouvernement les changements dans les attributions des professeurs doivent se faire d'après la procédure prévue pour les chargés de cours.

L'article 19 devrait, dès lors, être rédigé comme il sera proposé ci-après.

.../...

Article 21.

L'article 21 devrait être scindé en autant d'articles qu'il modifie ou ajoute dans la loi du 28 avril 1953.

Ces nouveaux articles appellent toutefois les remarques suivantes :

Article 36. Les augmentations triennales de traitement sont acquises de plein droit, sauf dans le cas prévu par l'article 29 de la loi. Il est, dès lors, plus exact d'écrire "qui est porté" au lieu de "pouvant être porté" dans cet article et dans ceux où figure encore cette expression.

Article 41. § 1er. Cet article règle en premier lieu la situation pécuniaire d'un agent de l'Etat, de la province, etc... , qui devient membre du personnel enseignant à charge complète. Cette intention apparaîtrait plus clairement si on mettait une virgule après le mot "associé" (deux fois).

D'autre part, le terme "fonction principale" est emprunté à l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant le statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

L'intention du Gouvernement n'est pas de se référer expressément aux définitions que le statut pécuniaire a données à ces mots. Par "fonction principale", le Gouvernement entend en l'espèce une fonction de carrière. Il serait, dès lors, préférable de remplacer "fonction principale" par "fonction de carrière".

.../...

Cette expression est déjà employée dans la législation sur le cumul (loi du 6 mars 1925, article 18, § 1er, alinéa 3, modifié par la loi du 30 juillet 1928 et l'arrêté royal du 31 mai 1933).

§ 2. Cette disposition, en se référant aux fonctions visées au § 1er, pourrait faire croire erronnément qu'elle ne s'applique qu'aux titulaires d'une fonction à l'Etat, la province, etc... Pour dissiper cette confusion il y aurait lieu de remplacer les mots "au § 1er" par les mots "aux articles 36, alinéa 1er, 38, alinéa 1er, ou 39".

Les §§ 2 et 3 devraient faire l'objet d'un article 41bis.

Article 42. Le texte figurant après les mots "nouvelle fonction" est superflu et peut être omis; si le Gouvernement estime devoir maintenir la précision qu'il porte, il devrait être rédigé comme suit : "comme si cette nouvelle carrière avait débuté à la date...

Article 25.

In fine de l'alinéa 2, le mot "lui" se rapporte grammaticalement au mot "patrimoine"; il devrait être remplacé par l'indication de l'autorité qui procède à la répartition.

.../...

Article 31.

Cet article 31 règle, d'une part, la nomination des chargés de cours au grade de professeur ordinaire, titulaire d'une chaire, et, d'autre part, leur promotion au grade de professeur ordinaire tout en n'étant pas titulaire d'une chaire, ou bien au grade de professeur.

Ces deux alinéas pourraient être repris sous forme de deux paragraphes.

Il résulte de la dernière phrase que la proposition du conseil d'administration doit être motivée. Il serait plus indiqué d'ajouter le mot "motivée" après le mot "proposition" du second alinéa, et de supprimer la dernière phrase.

D'après l'exposé des motifs, "des mesures transitoires largement conçues sauvegardent non seulement les situations acquises mais assurent tous les membres du personnel en fonction à la date de l'entrée en vigueur du projet, de ne subir aucun préjudice de l'application des nouvelles définitions des fonctions".

Cette situation acquise n'est cependant pas reconnue aux chargés de cours qui ne remplissent pas toutes les conditions prévues à l'article 31. Les chargés de cours qui, actuellement, donnent un enseignement d'au moins cinq heures par semaine, tout en exerçant une autre activité rétribuée, ne pourront pas être promus au grade de professeur extraordinaire ou de professeur après quatre années. D'après les dispositions de la nouvelle loi, cette durée sera augmentée de deux années supplémentaires pour être nommé professeur. .../...

Le dispositif du projet ne répond donc pas entièrement aux intentions du Gouvernement indiquées dans l'exposé des motifs.

Article 34.

Les dispositions de l'article 8, § c, deuxième alinéa, de la loi du 25 février 1948 règle non seulement la situation pécuniaire des professeurs ordinaires, mais également celle des professeurs.

Comme la loi du 28 avril 1953, en son article 70, alinéa 2, 3°, vise expressément les professeurs, il y a lieu de les mentionner également dans le présent article.

Article 35.

La dernière phrase du b est superflue et doit être omise.

Article 36.

Le Conseil d'Etat propose d'intégrer à l'article 38, proposé par le Gouvernement, le contenu de cet article.

\+ +

.../...

Article 37.

L'abrogation de l'arrêté royal du 6 février 1963, qui attribue une allocation spéciale au personnel enseignant des universités de l'Etat, s'impose puisque l'allocation qu'il accordait est incorporée aux nouveaux traitements.

\+ +

En plus des observations qui précèdent, le projet soulève des modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-dessous.

CHAPITRE PREMIER. - Modifications à la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

Article 1er.-

L'article 7, alinéa 1er, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

"Le Conseil académique se compose des professeurs ordinaires, des professeurs extraordinaires, des professeurs et des professeurs associés de l'université".

Article 2.-

A l'article 8, 4°, de la même loi, les mots "professeurs ordinaires" sont remplacés par les mots "professeurs ordinaires, professeurs extraordinaires, professeurs et professeurs associés".

.../...

Article 3.- (article 3 du projet).

Article 4.-

L'intitulé du I du chapitre III de la même loi, est remplacé par l'intitulé suivant : "Section première - Des fonctions".

Article 5.-

L'article 21 de la même loi, modifié par les lois des 14 décembre 1960 et 21 mars 1964, est remplacé par la disposition suivante :

(Article 5 du projet du Gouvernement sous réserve de l'observation figurant ci-avant au sujet des alinéas 3 et 5, et de l'alinéa 4 qui doit être rédigé comme suit :

"Sur proposition du conseil d'administration et de l'avis des facultés, écoles, instituts ou centres interfacultaires compétents, le Roi peut qualifier "chaire" l'enseignement qui comporte, dans une discipline déterminée au moins cinq heures par semaine de cours, travaux et exercices pratiques prévus au programme arrêté par le conseil d'administration").

Article 6.-

§ 1er. L'intitulé de la section première du chapitre III de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 1960, est remplacé par l'intitulé suivant : "Section 2 - Du mode de nomination".

.../...

§ 2. Dans le chapitre III de la même loi, les intitulés des sections 2 et 3 et l'intitulé de la section 4, inséré par la loi du 14 décembre 1960, ainsi que l'intitulé du II, sont supprimés.

§ 3. Dans le chapitre III de la même loi, les subdivisions III, IV et V deviennent respectivement les sections 3, 4 et 5.

Article 7.-

L'article 22, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 22. Le Roi nomme les membres du personnel enseignant.

Nul ne peut être nommé membre du personnel enseignant s'il n'est porteur d'un diplôme de docteur, de pharmacien, d'ingénieur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur".

Article 8.-

L'article 23 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 1960, est remplacé par la disposition suivante :

(article 23 proposé par l'article 8 du projet).

.../...

Article 9.-

Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

(article 23bis proposé par l'article 9 du projet).

Article 10 (article 10 du projet. Toutefois, les a et b doivent être remplacés par 1° et 2°).

Article 11.-

L'article 24bis de la même loi, inséré par la loi du 14 décembre 1960, est remplacé par la disposition suivante :

(Article 24bis proposé par l'article 11 du projet).

Article 12.-

Un article 24ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:
(Article 24ter proposé par l'article 12 du projet, sous réserve des a et b, à remplacer par 1° et 2°).

Article 13.-

L'article 25 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 25. Peut être nommé professeur sur proposition du conseil d'administration, le chargé de cours qui a, depuis six ans au moins, donné un enseignement comportant au moins cinq heures par semaine, conformément au programme arrêté par le conseil d'administration.

Il est tenu compte ... (la suite comme au projet).

.../...

Le Roi peut, si les mérites du candidat sont exceptionnels, réduire ou supprimer le délai prévu au présent article".

Article 14.-

L'article 26 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :
"Article 26. ... (comme au projet, en remplaçant toutefois, in fine du troisième alinéa, les mots "les délais prévus au présent alinéa du présent article" par les mots "le délai prévu au premier alinéa du présent article)".

Article 15.-

Dans la même loi, l'article 26bis inséré par la loi du 14 décembre 1960, l'article 27 modifié par les lois des 14 décembre 1960 et 21 mars 1964, et l'article 28, modifié par la loi du 14 décembre 1960, sont abrogés.

Article 16.-

L'article 29, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"Les professeurs ordinaires, les professeurs qui n'exercent aucune autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps, les chargés de cours qui n'exercent aucune autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps et donnant un enseignement comportant au moins cinq heures par semaine de cours, exercices et travaux pratiques, conformément au programme

.../...

arrêté par le conseil d'administfation, les professeurs associés et les chargés de cours associés qui ne sont pas autorisés à exercer une autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps sont tenus de résider dans la ville où se trouve l'université, ou dans son agglomération, au plus tard dans les trois ans qui suivent leur nomination".

Article 17.-

L'article 30, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Les dispositions des articles 22, 23, 23bis, 24 et 25 sont d'application".

Article 18.-

L'article 31 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 31. § 1er. Les arrêtés de nomination indiquent :

1° pour les professeurs ordinaires et les professeurs extraordinaires, la ou les chaires dont ils deviennent titulaires;

2° ... ;

3° ... ;

4° ...

§ 2. ... ".

.../...

Article 19.-

L'article 32 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 32. Tout changement dans les attributions d'un chargé de cours, d'un professeur ordinaire ou d'un professeur extraordinaire, fait l'objet d'un arrêté royal pris conformément aux articles 23,23bis et 24.

En cas de modification des attributions d'un professeur, la procédure prévue pour les chargés de cours est appliquée".

Article 21.-

L'article 36 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 36. Les chargés de cours qui n'exercent aucune autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps et donnent un enseignement comportant au moins cinq heures par semaine de cours,exercices et travaux pratiques, conformément au programme arrêté par le conseil d'administration, ainsi que les chargés de cours associés jouissent d'un traitement initial de 260.000 francs qui est porté successivement... (la suite comme au projet)...

"Article 22.-

L'article 37 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

Article 37. Les chargés de cours pour lesquels leur enseignement ne constitue qu'une charge accessoire, soit que leur enseignement comporte moins de cinq heures par semaine, soit qu'ils n'exercent aucune autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps, jouissent d'un traitement forfaitaire calculé sur la base de 32.000 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils ... (la suite comme au projet) ... ";

Article 23.-

L'article 38 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 38. ... (comme au projet; toutefois, les mots "pouvant être porté" devraient être remplacés par les mots "qui est porté"

Article 24.-

L'article 39 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39. Les professeurs qui exercent une autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps jouissent d'un traitement forfaitaire calculé sur la base de 36.000 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ilspuissent ... (la suite comme au projet) ...".

Article 25.-

L'article 39bis de la même loi, inséré par la loi du 14 décembre 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39bis. ... (texte du Gouvernement; toutefois les mots "pouvant être porté" doivent être remplacés par les mots "qui est porté").

.../...

Article 26.-

L'article 39ter de la même loi, inséré par la loi du 14 décembre 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39ter.... (texte du Gouvernement; toutefois, il y a lieu d'ajouter les mots "d'un enseignement conformément au programme arrêté par le conseil d'administration" après les mots "heure hebdomadaire annuelle").

Article 27.-

Un article 39quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 39quater. ... (comme au projet) ... ".

Article 28.-

L'article 41 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 41. Le titulaire d'une fonction de carrière rétribuée par l'Etat, par la province, par la commune ou par un organisme public doté de la personnalité juridique, qui est nommé chargé de cours ou chargé de cours associé au sens de l'article 36, alinéa 1er, professeur ou professeur associé au sens de l'article 38, alinéa 1er, ou professeur ordinaire, reçoit dans l'échelle de sa nouvelle fonction, à tout moment, le traitement immédiatement supérieur à celui dont il bénéficiait... (la suite comme à l'article 41, § 1er, proposé sous l'article 21 du projet)...

.../...

Article 29.-

Un article 41bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 41bis. La prise de rang pour l'obtention des augmentations triennales dans les fonctions visées aux articles 36, alinéa 1er, 38, alinéa 1er, ou 39, est fixée ... (la suite comme à l'article 41, § 2, proposé par le projet sous l'article 21)...

Le paiement ... (la suite comme à l'article 41, § 3, proposé sous l'article 21 du projet)".

Article 30.-

L'article 42 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 1960 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 42. ... (comme au projet, sous réserve de l'observation figurant en tête de l'avis)".

Article 31.-

Un article 43bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 43bis. ... (comme au projet ; toutefois :

- in fine de l'avant-dernier alinéa, il y a lieu d'écrire "avec conservation de l'ancienneté acquise dans ce traitement").

.../...

Article 32.-

Un article 43ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 43ter.- ... (comme au projet) ... ".

Article 33.-

L'article 46, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Les allocations annuelles suivantes sont attribuées :

1° au recteur : 120.000 francs ;

2° au vice-président du conseil d'administration : 90.000 francs;

3° au secrétaire du conseil académique : 20.000 francs ;

4° au secrétaire du conseil d'administration : 60.000 francs

Article 34.-

L'article 48 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 48. ... (texte du Gouvernement proposé sous l'article 25, sous réserve de l'observation figurant en tête de l'avis)".

Article 35.-

L'article 49 de la même loi, abrogé par la loi du 3 mars 1958, est rétabli dans la rédaction suivante :

.../...

"Article 49. Il est octroyé... (comme au projet)...

L'article 44 est applicable à ces allocations".

Article 36.-

A l'article 50 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 1960, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est complété comme suit :
"... ni soumis au contreseing du Ministre des Finances prévu à l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées";.

2° L'article est complété par la disposition suivante :
"Lorsque les agrégés, les répétiteurs ou les membres du personnel scientifique exercent une autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps, le régime prévu pour les chargés de cours associés et les professeurs associés se trouvant dans cette situation leur est applicable".

Article 37.-

Un article 50bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 50bis. ... (comme au projet) . . ".

Article 38.-

L'article 70, alinéa 3, 5°, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"5° Le supplément de traitement de l'administrateur inspecteur est fixé à 60.000 francs".

.../...

CHAPITRE II.- Dispositions transitoires.

Article 39.-

... (texte proposé par le projet sous l'article 30. Toutefois, le mot "prérogatives" pourrait être avantageusement remplacé par les mots "continuent à exercer les droits dont ils étaient titulaires").

Article 40.-

§ 1er. Les chargés de cours qui à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ... (article 31 du projet sous réserve de l'observation figurant en tête de l'avis. Toutefois, il y a lieu d'écrire in fine de ce paragraphe, "une chaire au sens de l article 21 nouveau de la loi du 28 avril 1953").

§ 2. Les chargés de cours visés au § 1er peuvent, sur proposition motivée du conseil d'administration ...

1° qu'ils aient exercés... ;

2° que

3° que la veleur de leur travail scientifique justifie la mesure".

Article 41.-

Les professeurs en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ainsi que ceux qui ont été nommés en application de l'article 40, jouissent des traitements prévus pour les professeurs ordinaires.

.../...

Article 42 (article 33 du projet).

Article 43.-

Les chargés de cours, les professeurs et les professeurs ordinaires qui ont bénéficié des dispositions de l'article 8, c, alinéa 2, de la loi du 25 février 1948 ... (la suite comme au projet, article 34).

Article 44.-

Pendant une période de cinq ans prenant cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, le montant annuel des allocations perçues en application de l'article 48 nouveau de la loi du 28 avril 1953 peut dépasser le chiffre de 60.000 francs fixé par cet article sous les réserves suivantes :

1° ... (comme au projet, article 35, a, ;

2° ... (comme au projet, article 35, b, sauf à supprimer la dernière phrase.

.../...

CHAPITRE III.- Dispositions finales.

Article 45.-

L'arrêté royal du 6 février 1963 qui accorde une allocation spéciale aux membres du corps enseignant des universités de l'Etat, de l'école de médecine vétérinaire de l'Etat à Bruxelles et des Instituts agronomiques de l'Etat à Gand et à Gembloux, cesse de produire ses effets le 30 juin 1962.

Article 46.-

§ 1er. La présente loi entre en vigueur au début de l'année académique qui suit la date de sa publication au Moniteur belge, à l'exception :

1° des dispositions faisant l'objet de la dernière phrase des articles 37 et 39ter nouveau de la loi du 28 avril 1953, qui produisent leurs effets le 1er janvier 1946;

2° de l'article 39quater nouveau de la même loi, qui produit ses effets le 1er janvier 1946;

3° des dispositions faisant l'objet de la deuxième phrase de l'article 50 nouveau, alinéa 2, de la même loi, qui produit ses effets le 1er janvier 1951.

§ 2. Les traitements, suppléments de traitement et allocations prévues dans la présente loi, sont attribués à partir du 1er juillet 1962.

L'attribution de ces traitements aux chargés de cours visés à l'article 40, ... (la suite comme à l'alinéa 2 de l'article 36 du projet)...

.../...

1° ... (comme au projet, article 36, alinéa 2, a) ;

2° les bonifications d'ancienneté accordées au moment de la première nomination ou, au cours de la carrière, dans le personnel enseignant, sont valorisées lorsque ce calcul donne un traitement supérieur à celui obtenu par application de la règle prévue au 1° ;

3° ... (comme à l'article 36, alinéa 2, c) ...

Het ontwerp zou in drie hoofdstukken moeten worden verdeeld :

Eerste hoofdstuk . - Wijzigingen in de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten (artikelen 1 tot 29 in de tekst van de Regering).

Hoofdstuk II.- Overgangsbepalingen (artikelen 30 tot 35 in de tekst van de Regering).

Hoofdstuk III.- Slotbepalingen (artikelen 36 tot 38 in de tekst van de Regering).

\+

\+ +

Artikel 5.

Noch in de wet van 28 april 1953 noch in het onderhavige ontwerp wordt gezegd, wat moet worden verstaan onder "een activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van zijn tijd in beslag neemt". De vaagheid van dat begrip kan een bron van moeilijkheden worden.

Voor zover mogelijk zou daarvoor een objectief begrip in de plaats gesteld moeten worden. Alleszins is er geen volledige overeenstemming tussen het tweede en het derde lid. In het ene staat "een activiteit welke een groot gedeelte van zijn tijd in beslag neemt",

.../...

in het andere "een bezoldigde activiteit welke een groot gedeelte van zijn tijd in beslag neemt".

In het vierde lid zegt het ontwerp niet, wie de duur van de cursussen en van de praktische werkzaamheden en oefeningen bepaalt. Het gaat hier om het onderwijs volgens het leerplan dat door de raad van beheer wordt vastgesteld krachtens artikel 18, 7°, van de wet die door de wet van 21 maart 1964 gewijzigd is.

Het vijfde lid van de Nederlandse tekst zegt dat de leerstoeltitularissen "verantwoordelijk" zijn "voor de ontwikkeling van het onderzoek", terwijl zij volgens de Franse versie "doivent assurer le développement ...".

Artikel 7.

Te oordelen naar het tweede lid van het nieuwe artikel 22 zou de geaggregeerde voor het hoger onderwijs, die geen doctor, apotheker of ingenieur is, niet meer tot lid van het onderwijzend personeel kunnen worden benoemd. Niet benoembaar zouden dus zijn licentiaten in het notariaat en in de tandheelkunde (cfr artikel 3 van de gecoördineerde wetten van 31 december 1949 op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens).

Zo bedoelt de Regering het stellig niet.

Artikel 7 leze men derhalve zoals verderop is voorgesteld.

.../...

Artikel 13.

De "vijf uren per week", waarvan sprake in het eerste lid, moeten voorkomen in het leerplan dat door de raad van beheer wordt vastgesteld. De tekst ware dan ook aan te vullen met de woorden "overeenkomstig het door de raad van beheer vastgestelde leerplan".

Deze opmerking geldt ook voor andere artikelen waarin die wending voorkomt.

Artikel 19.

Luidens artikel 32 van de wet moet iedere wijziging in de bevoegdheid van een docent, buitengewoon hoogleraar, hoogleraar of gewoon hoogleraar worden ingevoerd bij een koninklijk besluit vastgesteld overeenkomstig de artikelen 23, 24 en 25, dan wel artikel 28.

De artikelen waarnaar artikel 32 verwijst, zullen geen toepassing vinden op hoogleraren, want voor hun benoeming is geen advies van de faculteit meer vereist.

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, moeten wijzigingen in de bevoegdheid van hoogleraren plaatshebben volgens de procedure die voor docenten is bepaald.

Artikel 19 moet dan ook worden geredigeerd zoals verder wordt voorgesteld.

.../...

Artikel 21.

Artikel 21 zou moeten worden gesplitst in evenveel artikelen als er in de wet van 28 april 1953 worden gewijzigd of ingevoegd.

Bij die nieuwe artikelen is echter het volgende op te merken :

Artikel 36. De driejaarlijkse weddeverhogingen zijn van rechtswege verkregen, behalve in het geval van artikel 29 van de wet. Juister ware dan ook te zeggen "die opgevoerd wordt" liever dan "die ... kan opgevoerd worden", zoals dat in dit artikel en ook elders voorkomt.

Artikel 41. § 1. Dit artikel regelt in de eerste plaats de geldelijke toestand van ambtenaren van Staat, provincie, enz. ..., die lid worden van het onderwijzend personeel met volledige opdracht. Duidelijkheidshalve plaatse men in de Franse tekst telkens een komma na "associé".

De term "hoofdambt" is ontleend aan artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

De bedoeling van de Regering is niet, uitdrukkelijk naar de overeenkomstige definitie in de bezoldigingsregeling te verwijzen. Onder "hoofdambt" verstaat de Regering hier "loopbaanbetrekking", welke term dan ook beter zou

.../...

worden gebruikt, zoals ook al gedaan is in de wetgeving inzake cumulatie (wet van 6 maart 1925, artikel 18, § 1, derde lid, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1928 en bij het koninklijk besluit van 31 mei 1933).

§ 2. Door te verwijzen naar de "in § 1 bedoelde ambten" kan die bepaling doen denken, dat ze alleen op titularissen van een ambt bij de Staat, de provincie, enz. ... toepassing vindt. Opdat er geen misverstand kan zijn, vervange men die woorden door "in de ambten bedoeld in de artikelen 36, eerste lid, 38, eerste lid, of 39".

De §§ 2 en 3 moeten een artikel 41bis vormen.

Artikel 42. De tekst na de woorden "die aan het nieuw ambt verbonden is" kan als overbodig vervallen. Acht de Regering die passus onmisbaar, dan leze men : "alsof die nieuwe loopbaan was begonnen de dag van ...".

Artikel 25.

In de Franse tekst slaat "lui", aan het einde van het tweede lid, grammaticaal terug op "patrimoine". De Nederlandse tekst zegt "door dit lichaam". Men noeme de overheid die de verdeling verricht.

.../...

Artikel 31.

Dat artikel regelt eerst de benoeming van docenten tot gewoon hoogleraar met leerstoel, dan de bevordering van die docenten tot gewoon hoogleraar zonder leerstoel of tot hoogleraar.

Van elk van beide alinea's kan een paragraaf worden gemaakt.

De laatste volzin zegt, dat de voordracht van de raad van beheer met redenen moet zijn omkleed . Het zou meer voor de hand liggen, in het tweede lid van een "gomotiveerde" voordracht te spreken en de laatste volzin te schrappen.

Volgens de memorie van toelichting "vrijwaren de ruim opgevatte overgangsbepalingen niet alleen de verkregen rechten doch waarborgen zij ook aan alle leden van het onderwijzend personeel, die in dienst zijn op de datum van de inwerkingtreding van dit ontwerp, dat zij geen enkel nadeel zullen ondervinden bij de toepassing van de nieuwe ambtsbepalingen".

Die verkregen rechten worden echter niet erkend wat docenten betreft die niet aan alle eisen van artikel 31 voldoen. Docenten die thans ten minste vijf uur per week doceren maar daarnaast een andere bezoldigde bezigheid uitoefenen, kunnen niet na vier jaar tot buitengewoon hoogleraar of hoogleraar worden bevorderd.Volgens de ontworpen wet komen daar voor hen nog twee jaar bij voor de benoeming tot hoogleraar.

.../...

De artikelen van het ontwerp geven de bedoeling van de Regering, zoals die in de memorie van toelichting is uiteengezet, dus niet geheel juist weer.

Artikel 34.

Artikel 8, § c, tweede lid, van de wet van 25 februari 1948 regelt naast de geldelijke toestand van de gewone hoogleraren ook die van de hoogleraren.

De wet van 28 april 1953 vermeldt in artikel 70, tweede lid, 3°, uitdrukkelijk de hoogleraren. Dat zou ook in het hier besproken artikel zo moeten zijn.

Artikel 35.

De laatste volzin onder b kan als overbodig vervallen.

Artikel 36.

De Raad van State geeft in overweging, de bepalingen van dat artikel op te nemen in het door de Regering voorgestelde artikel 38.

.../...

Artikel 37.

Opheffing van het koninklijk besluit van 6 februari 1963, dat het onderwijzend personeel van de Rijksuniversiteiten een speciale toelage verleent, is hier geboden. Die toelage wordt immers in de nieuwe wedden opgenomen.

\+ +

In de artikelen van het ontwerp zijn nog een aantal vormwijzigingen aan te brengen, die geen commentaar behoeven ; in de hierna voorgestelde tekst zijn ze samen met de voorgaande opmerkingen verwerkt.

HOOFDSTUK I.- Wijzigingen in de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten.

Artikel 1.-

Artikel 7, eerste lid, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De academische raad bestaat uit de gewone hoogleraren, de buitengewone hoogleraren, de hoogleraren en de geassocieerde hoogleraren van de universiteit".

.../...

Artikel 2.-

In artikel 8, 4°, van dezelfde wet worden de woorden "gewone hoogleraren" vervangen door "gewone hoogleraren, buitengewone hoogleraren en geassocieerde hoogleraren".

Artikel 3.- ... (artikel 3 van het ontwerp) ...

Artikel 4.-

Het opschrift van I van hoofdstuk III van dezelfde wet wordt vervangen door : "Afdeling I.-Ambten".

Artikel 5.-

Artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 14 december 1960 en 21 maart 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

(Artikel 5 van het Regeringsontwerp, behoudens hetgeen hiervoren is opgemerkt in verband met het derde en het vijfde lid, en met het vierde, dat als volgt dient te worden gelezen :

"Op de voordracht van de raad van beheer en op het advies van de bevoegde faculteiten, scholen, instituten of interfacultaire centra, kan de Koning de naam "leerstoel" geven aan het onderricht dat in een bepaalde discipline per week ten minste vijf uur cursus, praktische werkzaamheden en oefeningen omvat die op het door de raad van beheer vastgestelde leerplan staan").

.../...

Artikel 6.-

§ 1. Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk III van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960, wordt vervangen door : "Afdeling 2.- Wijze van benoeming".

§ 2. In hoofdstuk III van dezelfde wet worden de opschriften van de afdelingen 2 en 3, het bij de wet van 14 december 1960 ingevoegde opschrift van afdeling 4, alsook het opschrift van II geschrapt.

§ 3. In hoofdstuk III van dezelfde wet worden de onderverdelingen III, IV en V onderscheidenlijk de afdelingen 3, 4 en 5.

Artikel 7.-

Artikel 22, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 22.- De Koning benoemt de leden van het onderwijzend personeel.

Niemand kan tot lid van het onderwijzend personeel worden benoemd tenzij hij houder is van een diploma van doctor, apotheker, ingenieur of van geaggregeerde voor het hoger onderwijs".

.../...

Artikel 8.-

Artikel 23 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen : ... (artikel 23 zoals voorgesteld in artikel 8 van het ontwerp) ...

Artikel 9.-

In dezelfde wet wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidend als volgt : ... (artikel 23bis zoals voorgesteld in artikel 9 van het ontwerp) ...

Artikel 10.- (artikel 10 van het ontwerp, met dien verstande dat a en b worden vervangen door 1° en 2°).

Artikel 11.-

Artikel 24bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen : ... (artikel 24bis zoals voorgesteld in artikel 11 van het ontwerp) ...

Artikel 12.-

In dezelfde wet wordt een artikel 24ter ingevoegd, als volgt : ... (artikel 24ter zoals voorgesteld in artikel 12 van het ontwerp, met dien verstande dat a en b worden vervangen door 1° en 2°)...

.../...

Artikel 13.-

Artikel 25 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 25. Tot hoogleraar kan, op de voordracht van de raad van beheer, worden benoemd, de docent die sedert ten minste zes jaar onderricht van ten minste vijf uur per week heeft gegeven overeenkomstig het door de raad van beheer vastgestelde leerplan.

Er wordt rekening gehouden ... (verder zoals in het ontwerp) ...

De Koning kan, als de kandidaat uitzonderlijke verdiensten heeft, de in dit artikel gestelde termijn verminderen of doen vervallen".

Artikel 14.-

Artikel 26 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 26. ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 15.-

In dezelfde wet worden opgeheven : artikel 26bis, ingevoegd bij de wet van 14 december 1960, artikel 27, gewijzigd bij de wetten van 14 december 1960 en 21 maart 1964, en artikel 28, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960.

.../...

Artikel 16.-

Artikel 29, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De gewone hoogleraren, de hoogleraren die geen andere bezoldigde activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt, de docenten die geen andere bezoldigde activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt en een onderricht geven dat ten minste vijf uren cursus en praktische oefeningen en werkzaamheden per week beslaat, overeenkomstig het door de raad van beheer vastgestelde leerplan, de geassocieerde hoogleraren en de geassocieerde docenten die niet gemachtigd zijn tot het uitoefenen van een andere bezoldigde activiteit welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt, zijn verplicht uiterlijk binnen drie jaar na hun benoeming hun verblijf te hebben in de stad waar de universiteit gevestigd is of in de agglomeratie ervan".

Artikel 17.-

Artikel 30, tweede lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De bepalingen van de artikelen 22, 23, 23bis, 24 en 25 zijn van toepassing".

Artikel 18.-

Artikel 31 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 31. § 1. De benoemingsbesluiten vermelden :

1° voor gewone en voor buitengewone hoogleraren de leerstoel of leerstoelen waarvan zij titularis worden ;

2° ... ;

3° ... ;

4° ... ;

§ 2. ...".

.../...

Artikel 19.-

Artikel 32 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 32.- Iedere wijziging in de bevoegdheid van een docent, gewoon hoogleraar of buitengewoon hoogleraar wordt ingevoerd bij een koninklijk besluit, vastgesteld overeenkomstig de artikelen 23, 23bis of 24.

Wordt de bevoegdheid van een hoogleraar gewijzigd, dan wordt de voor docenten voorgeschreven procedure gevolgd".

Artikel 21.-

Artikel 36 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 36.- De docenten die geen andere bezoldigde activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt en een onderricht geven dat ten minste vijf uur cursussen en praktische oefeningen en werkzaamheden per week beslaat, overeenkomstig het door de raad van beheer vastgestelde leerplan, alsook de geassocieerde docenten, genieten een aanvangswedde van 260.000 frank, die achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd wordt tot ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 22.-

Artikel 37 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 37. De docenten voor wie het onderwijs slechts een bijbetrekking is, hetzij dat hun onderwijs minder dan vijf uur per week omvat hetzij dat zij geen andere bezoldigde activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt, genieten een forfaitaire wedde, berekend op grond van 32.000 frank per weekuur over het jaar in een onderricht dat voorkomt op het door de raad van beheer vastgesteld leerplan, zonder dat ze minder dan ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 23.-

Artikel 38 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 38. ... (zoals in het ontwerp, maar de woorden "kan opgevoerd worden" vervange men door "wordt opgevoerd".

Artikel 24.-

Artikel 39 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39. Hoogleraren die een andere bezoldigde activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt, genieten een forfaitaire wedde, berekend op grond van 36.000 frank per weekuur over het jaar in een onderricht dat voorkomt op het door de raad van beheer vastgestelde leerplan, zonder dat zij ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 25.-

Artikel 39bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39bis. ... (tekst van de Regering, maar de woorden "kan opgevoerd worden" moeten worden vervangen door "wordt opgevoerd") ...".

Artikel 26.-

Artikel 39ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39ter. ... (tekst van de Regering, maar na de woorden "per week over het jaar" moet de volgende tekst worden ingevoegd "in een onderricht overeenkomstig het door de raad van beheer vastgestelde leerplan") ...".

Artikel 27.-

In dezelfde wet wordt een artikel 39quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 39quater. ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 28.-

Artikel 41 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 41. De titularis van door de Staat, de provincie, de gemeente of een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid bezoldigde loopbaanbetrekking, die benoemd wordt tot docent of geassocieerd docent in de zin van artikel 36, eerste lid, tot hoogleraar of geassocieerd hoogleraar in de zin van artikel 38, eerste lid, of tot gewoon hoogleraar, verkrijgt op elk ogenblik, in de schaal van zijn nieuw ambt, de wedde onmiddellijk boven die welke hij in zijn vroeger ambt genoot ...(voorts zoals in artikel 41, § 1, voorgesteld in artikel 21 van het ontwerp) ...".

Artikel 29.-

In dezelfde wet wordt een artikel 41bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 41bis. De ranginneming voor het verkrijgen van de driejaarlijkse verhogingen in de ambten bedoeld onder de artikelen 36, eerste lid, 38, eerste lid, of 39 is vastgesteld ... (verder als in artikel 41, § 2, zoals voorgesteld in het ontwerp onder artikel 21) ...

De uitbetaling ... (verder als in artikel 41, § 3, zoals voorgesteld onder artikel 21 van het ontwerp) ...".

Artikel 30.-

Artikel 42 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 42. ... (verder als in het ontwerp, behoudens hetgeen vooraan in dit advies is opgemerkt) ...".

Artikel 31.-

In dezelfde wet wordt een artikel 43bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 43bis. ... (verder als in het ontwerp, met dien verstande dat aan het slot van het voorlaatste lid "met behoud van de in die wedde verkregen anciënniteit" moet worden gelezen) ...".

Artikel 32.-

In dezelfde wet wordt een artikel 43ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 43ter. ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 33.-

Artikel 46, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Verleend worden de volgende jaarlijkse toelagen :

1° aan de rector : 120.000 frank;

2° aan de ondervoorzitter van de raad van beheer : 90.000 frank;

3° aan de secretaris van de academische raad : 20.000 frank;

4° aan de secretaris van de raad van beheer : 60.000 frank".

.../...

Artikel 34.-

Artikel 48 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 48. ... (tekst door de Regering onder artikel 25 voorgesteld, behoudens hetgeen vooraan in dit advies is opgemerkt) ...".

Artikel 35.-

Artikel 49 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 3 maart 1958, wordt in de volgende lezing hersteld :

"Artikel 49. Voor de keuring van ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 44 is op deze toelagen van toepassing".

Artikel 36.-

In artikel 50 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "... noch onderworpen aan de medeondertekening door de Minister van Financiën, voorgeschreven bij artikel 6 van de wet van 20 juli 1921 houdende instelling van de comptabiliteit der vastgelegde uitgaven";

.../...

2° het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld:
"Op geaggregeerden, repetitors of leden van het wetenschappelijk personeel die een andere bezoldigde activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt, is de regeling van toepassing die voorgeschreven is voor geassocieerde docenten en geassocieerde hoogleraren, die zich in die toestand bevinden".

Artikel 37.-

In dezelfde wet wordt een artikel 50bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 50bis. ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 38.-

Artikel 70, derde lid, 5°, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"5° wordt de bijwedde van de beheerder-inspecteur vastgesteld op 60.000 frank".

HOOFDSTUK II. - Overgangsbepalingen.

Artikel 39.-

... (tekst door het ontwerp voorgesteld onder artikel 30. In plaats van "en de eraan verbonden prerogatieven" leze men : "en blijven de rechten welke zij bezaten voort uitoefenen)".

.../...

Artikel 40.-

§ 1. De docenten die op de dag van de inwerkingtreding van deze wet ... (artikel 31 van het ontwerp, behoudens hetgeen vooraan in dit advies is opgemerkt; alleszins aan het slot van deze paragraaf leze men : "een leerstoel uitmaakt in de zin van het nieuwe artikel 21 van de wet van 28 april 1953") ...

§ 2. De in § 1 bedoelde docenten kunnen op gemotiveerde voordracht van de raad van beheer ...:

1° zij hun opdracht ...;

2° het door hen verstrekte onderricht ...;

3° de waarde van hun wetenschappelijk werk de maatregel wettigt".

Artikel 41.-

De hoogleraren die de dag van de inwerkingtreding van deze wet in dienst zijn of benoemd werden met toepassing van artikel 40, genieten de wedden die voor gewone hoogleraren bepaald zijn.

Artikel 42. ... (artikel 33 van het ontwerp) ...

Artikel 43.-

De docenten, hoogleraren en gewone hoogleraren die het voordeel van het bepaalde in artikel 8, c, tweede lid, van de wet van 25 februari 1948 hebben genoten ... (verder zoals in het ontwerp, artikel 34).

.../...

Artikel 44.-

Gedurende een periode van vijf jaar, ingaande de dag van de inwerkingtreding van deze wet, mag het jaarlijks bedrag van de overeenkomstig het nieuwe artikel 48 van de wet van 28 april 1953 ontvangen toelagen het in dat artikel bepaalde bedrag van 60.000 frank te boven gaan, onder het volgende voorbehoud :

1° ... (zoals in het ontwerp, artikel 35, a) ...

2° ... (zoals in het ontwerp, artikel 35, b, met weglating van de laatste volzin) ...

HOOFDSTUK III. - Slotbepalingen.

Artikel 45.-

Het koninklijk besluit van 6 februari 1963 waarbij een bijzondere vergoeding wordt toegekend aan de leden van het onderwijzend personeel van de Rijksuniversiteiten, van de Rijksveeartsenijschool te Brussel en van de Rijkslandbouwhogescholen te Gent en te Gembloux, houdt op uitwerking te hebben met ingang van 30 juni 1962.

Artikel 46.-

§ 1. Deze wet treedt in werking bij het begin van het academiejaar dat volgt op de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, behalve :

.../...

1° de bepalingen van de laatste volzin van artikel 37 en het nieuwe artikel 39ter van de wet van 28 april 1953, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1946;

2° het nieuwe artikel 39quater van dezelfde wet, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1946;

3° de bepalingen van de tweede volzin van het nieuwe artikel 50, tweede lid, van dezelfde wet, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1951.

§ 2. De wedden, weddetoeslagen en toelagen bedoeld in deze wet, worden verleend met ingang van 1 juli 1962.

De toekenning van die wedden aan de docenten, bedoeld in artikel 40, ... (voorts zoals in het tweede lid van artikel 36 van het ontwerp) ... :

1° ... (zoals in het ontwerp, artikel 36, tweede lid, a)...;

2° de anciënniteitsverhogingen, verleend op het tijdstip van de eerste benoeming of tijdens de loopbaan als lid van het onderwijzend personeel, worden gevalideerd wanneer zulks bij de berekening een hogere wedde geeft dan de wedde verkregen door toepassing van de onder 1° bepaalde regel;

3° ... (zoals in artikel 36, tweede lid, c) ...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.A. VANDER STICHELE, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.A.VANDER STICHELE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) J. SUETENS.